

HONG KONG, UNE LUTTE POUR LES LIBERTES BOURGEOISES ENFERMEE DANS LES LIMITES DU CAPITALISME ET DE LA SOUMISSION POLITIQUE A L'IMPERIALISME ANGLO-SAXON

Un mouvement démocratique bourgeois parmi d'autres...

En 2014, lors de la dernière manifestation d'OCLP (*Occupy Central with Love and Peace*), le mouvement des parapluies¹, des militants portaient une banderole sur laquelle était inscrite une promesse, « *Nous reviendrons* ». Promesse tenue, et bien au-delà, puisque les manifestations contre un projet de loi visant à permettre des extraditions vers la Chine ont réuni jusqu'à 2 millions de participants. Un chiffre conséquent pour Hong Kong qui compte 7,5 millions d'habitants.

L'actuel mouvement de protestation à Hong Kong ressemble fortement à de nombreux autres mouvements démocratiques bourgeois apparus ces dernières années², dont il partage les faiblesses, aggravées par l'incapacité du prolétariat à s'affirmer comme une force indépendante, et même à user de son arme défensive la plus élémentaire, la grève. Comme lors d'autres mouvements démocratiques bourgeois, un grand nombre de prolétaires ont participé, mais pas en tant que classe pour soi. Ils ont juste, avec de trop rares exceptions, fait partie de la masse des manifestants.

À cela s'ajoute l'inaptitude du mouvement, toute forme d'expression et toute organisation ou tendance confondues, à formuler des revendications ne serait-ce que défensives portant sur les conditions matérielles de vie de la majorité de la population. En particulier, le logement cher (loyers inabordables et surpeuplement massif), mais aussi le coût élevé de la vie en général et, donc, le niveau relativement bas des salaires ne semblent guère intéresser le mouvement. Quand les conditions de vie sont mentionnées, c'est pour alimenter l'illusion qu'elles pourraient être améliorées s'il y avait davantage de démocratie bourgeoise. Paradoxalement, ce sont les classes dominantes, voire l'État chinois, qui proposent d'améliorer les conditions de vie (en particulier le logement) pour mettre fin au mouvement en ne faisant que des concessions politiques mineures et certainement pas celle du suffrage universel.

Le mouvement est également infecté par la soumission politique aux puissances capitalistes concurrentes de la Chine, le Royaume-Uni, l'ancien pays colonial qui occupait Hong Kong, jusqu'en 1997, et les États-Unis, considérés par des segments importants de la rébellion comme le garant global des libertés démocratiques bourgeoises.

La prolifération des drapeaux de ces deux grands pays impérialistes dans les manifestations et la multiplication des appels en faveur de leur intervention contre Pékin témoignent de cette soumission politique et représentent un élément majeur d'arriération du mouvement à Hong Kong.

¹ Voir la lettre n°39 « *La jeunesse scolarisée secoue le joug de Pékin et de l'oligarchie hongkongaise* », novembre 2014, in <http://mouvement-communiste.com/documents/MC/Letters/LTMC1439%20FRvG.pdf>

² Voir la lettre n°40 « *Que signifie la résurgence des mouvements démocratiques ?* », mai 2015, in <http://mouvement-communiste.com/documents/MC/Letters/LTMC1540%20FRvF%20.pdf>

Ceci comparativement à des rébellions démocratiques bourgeoises en cours, comme en Algérie³, en Catalogne⁴ ou au Soudan⁵.

Le caractère de soumission aux vieilles puissances capitalistes anglo-saxonnes se manifeste enfin dans l'indifférence quasi totale du mouvement vis-à-vis de toute initiative tentant de rallier les « Chinois », tant ceux qui viennent travailler à Hong Kong que ceux qui bossent en Chine. Il laisse par-là libre cours à l'hostilité envers eux, contribuant pour beaucoup à accroître son isolement qui mène à son impasse politique. Ceux qui arborent des drapeaux américains ou britanniques ne sont pas tous des nationalistes assumés mais ils défendent ces démocraties bourgeoises qu'ils parent de toutes les vertus. L'adhésion à l'idéologie dominante de ces grands pays capitalistes l'a emporté dans le mouvement. Ainsi, l'hégémonie politique sur le mouvement est exercée par les partisans (localistes ou pas) des démocraties impérialistes occidentales. En faudrait-il une preuve de plus ? Joshua Wong, figure emblématique de l'opposition depuis de nombreuses années et personnalité influente du mouvement actuel, déclarait que la promulgation par Trump de la loi adoptée le Congrès américain en soutien du mouvement à Hong Kong était un « *remarkable achievement* »⁶.

Dans le même ordre d'idées, l'exercice déployé de la violence de rue n'est guère une expression de radicalité du mouvement démocratique bourgeois mais bien l'une de ses plus grandes faiblesses car il démontre son incapacité à s'enraciner dans son territoire productif, à sortir d'une logique et d'un cadre finalement fixés par le pouvoir exécutif qu'il tente de combattre.

Pour autant, il s'agit d'un mouvement véritablement massif qui a impliqué des centaines de milliers de participants lors de certaines manifestations, deux millions au plus haut. Des milliers de personnes se battent régulièrement contre les forces de répression de l'État. La population en général, en particulier dans les quartiers populaires, n'a pas cessé de haïr la police et sort souvent de chez elle pour insulter les flics et leur enjoindre de quitter les quartiers. Cela n'est guère surprenant étant donné que la principale tactique policière consiste à tirer des grenades lacrymogènes dans toutes les directions. Le refus des autorités de mener une enquête sur l'usage excessif de la force par les policiers ne fait que renforcer la détermination des manifestants⁷.

Quoi qu'on en dise, Pékin a su éviter, au moyen d'un usage jusqu'à présent maîtrisé de la force, que la rébellion ne se solde par des milliers de morts comme ce fut le cas, en juin 1989, à Tian'anmen. Signe que l'exécutif a bien appris la leçon. On peut mettre en regard le bilan répressif à Hong Kong (un mort) avec les centaines d'assassinés, en ce moment, en Iran et en Irak et les 26 tués au Chili en une poignée de jours dans les combats de classe contre la vie chère.

Si l'État a fait des concessions au mouvement – d'abord en déclarant « suspendre » le projet de loi d'extradition détesté, puis en le supprimant complètement, cela n'a pas empêché les affrontements dans les rues, ni les manifestations d'élèves ou les attaques contre les magasins soupçonnés d'être complices des autorités et les bâtiments gouvernementaux...

...qui naît contre une loi liberticide

Les faiblesses du mouvement à Hong Kong sont en premier lieu l'expression de la nature interclassiste des mouvements démocratiques bourgeois en général mais, aussi, le résultat de la provocation initiale de l'État. Les manifestations ont commencé, en juin, en réponse à une tentative

³ Voir le bulletin n°17 « *Algérie : le sursaut démocratique de la société civile du capital provoque une crise politique d'envergure* », juin 2019, in <http://mouvement-communiste.com/documents/MC/Leaflets/BLT1906FRvF.pdf>

⁴ Voir le bulletin n°14 « *Que cache le mythe nationaliste catalan ?* », octobre 2017, in <http://mouvement-communiste.com/documents/MC/Leaflets/BLT1710FR%20v1.pdf>

⁵ Voir le bulletin n°18 « *Soudan : nouvel épisode du cycle des mouvements démocratiques bourgeois en Afrique* », novembre 2019, in <http://mouvement-communiste.com/documents/MC/Leaflets/BLT1911FRvF.pdf>

⁶ <https://www.newsweek.com/hong-kong-celebrate-trump-bill-call-other-nations-follow-1474588>

⁷ Fin octobre, le gouvernement était en train de « réfléchir » à la création d'une commission d'enquête concernant les violences policières : <https://www.scmp.com/news/hong-kong/politics/article/3034655/hong-kong-government-will-consider-commission-inquiry>

des autorités de Hong Kong de présenter un projet de loi permettant l'extradition de personnes accusées d'infractions pénales vers d'autres régions de la République populaire de Chine, dont, bien entendu, Taïwan ! Tous les secteurs de la société civile du capital ont immédiatement reconnu ce projet de loi comme une tentative de soumettre les habitants aux mêmes formes de répression qu'en Chine continentale, caractérisées par des tribunaux directement soumis à l'autorité du PCC ; le non-respect des droits juridiques de la défense ; les vexations systématiques dont font l'objet les détenus, etc.

Il s'agissait d'une atteinte grave aux libertés bourgeoises. La menace d'extradition pouvait potentiellement toucher tout le monde, des grands capitalistes accusés de corruption et d'évasion fiscale aux exportateurs escroqués par les importateurs en Chine, des politiciens en disgrâce aux journalistes et universitaires indépendants, en passant par les étudiants qui se plaignent du contenu propagandiste de leurs cours et les militants d'ONG ou des syndicats non-gouvernementaux qui agissent à Shenzhen. En l'absence de luttes ouvrières sur un terrain de classe, la revendication du retrait du projet de loi rendait difficile le dépassement de sa nature éminemment bourgeoise et interclassiste. Selon le *Financial Times*, même des policiers et d'autres membres de l'appareil répressif de l'État ont participé aux grandes manifestations pacifiques⁸. L'extension des revendications au suffrage universel, à la démission de Carrie Lam ainsi qu'à la demande d'une enquête sur les violences policières ont encore davantage ancré le mouvement au libéralisme politique bourgeois.

Des grèves interclassistes, peu suivies et avec un faible impact

Les 3, 4 et 5 août, des travailleurs de la communication et de la finance se sont joints à ceux du commerce de détail et du BTP, dans ce qui est l'action collective la plus importante depuis un demi-siècle. On ne peut pourtant pas parler de « grève générale ». Les manifestants ont paralysé le système de transport de la ville, en particulier les lignes de métro du MTR dont les portes ont été bloquées. Pourtant, il s'est agi essentiellement d'une action suivie de désobéissance civile et pas d'une grève proprement dite. Ces paralysies des transports ont empêché de nombreux salariés de se rendre au travail. La grève a été plus effective dans le transport aérien avec environ 2 300 travailleurs du secteur qui ont déserté le travail, des centaines de vols annulés, désorganisant totalement l'aéroport international.

Ceci est bien décrit dans une interview du *Workers' Group*⁹ publiée sur le site Libcom.org :

« Ces grèves générales [incluant des mouvements antérieurs moins importants les 12 juin et 21 juillet] ne sont pas organisées dans le sens traditionnel. Il n'y avait que quelques appels de propagande qui avaient circulé sur Internet pour aider à la coordination. Il y a eu une action en deux phases le 5 août. La première phase consistait à paralyser les transports publics le matin en bloquant le métro ; la deuxième à organiser des assemblées dans sept lieux différents de Hong Kong. Je pense que la raison était d'éviter que trop de monde ne s'écrase en un seul lieu. Et je ne pense pas que c'était prévu, mais les sept assemblées sont immédiatement devenues sept "Occupy". Dans chaque assemblée, il y avait des dizaines de milliers de personnes et personne ne voulait s'asseoir et écouter trop longtemps, et les gens se sont mis à marcher et ils ont pris la rue. Ce jour-là, il y a eu des affrontements, des gaz lacrymogènes et d'autres choses du même genre partout à Hong Kong. En fait, la grève était en train de devenir ce que je l'appellerais "une journée d'action de tout Hong Kong". Dans le passé, les actions se concentraient dans un seul district, mais ce jour-là, il y avait des actions dans tout Hong Kong, en six ou sept lieux. »¹⁰

L'idée d'une grève générale était dans l'air depuis plusieurs semaines et toutes sortes de

⁸ « Beijing will have its revenge on Hong Kong », *FT*, 6 octobre 2019

⁹ Le *Workers' Group* est un groupe anarchiste. Pour les locuteurs du chinois, voir une présentation de leurs positions : <https://www.facebook.com/workercom/>

¹⁰ « Protests in HK: a talk with the Workers' Group », in <https://libcom.org/news/protests-hk-talk-workers-group-12092019>. L'interview a été conduite par *Bad Kids of the World* in <https://badkids.noblogs.org/>

moyens informels ont été utilisées pour la populariser. Par exemple, des communications anonymes (courriel et WhatsApp) ont circulé dans les quatre grands cabinets comptables KPMG, Deloitte, EY et PwC, invitant le personnel à se joindre à la grève. Un bulletin a été distribué chez Price Waterhouse Cooper qui imitait le style de l'entreprise et incitait les salariés à « être Price Water »¹¹, faisant ainsi un jeu de mots entre le nom de l'entreprise et une phrase célèbre de Bruce Lee¹².

Un groupe de coordination¹³ de 95 syndicats des secteurs public et privé, soutenu par la Confédération des syndicats HKCTU (la fédération « pro-démocratie »), s'est finalement saisi du mot d'ordre de la « grève générale ». Quatre cents employés de divers groupes financiers ont fait circuler une pétition anonyme en faveur de la grève et organisé une petite manifestation le jeudi 1^{er} août. La grève a également bénéficié de l'appui du Syndicat des enseignants professionnels et de la Fédération des navigants de l'aéronautique. En outre, les fonctionnaires ont organisé un rassemblement le vendredi 2 au soir (à Chater Gardens, près des bureaux de l'exécutif) pour exiger que le gouvernement réponde aux demandes des manifestants. Des milliers de manifestants y ont participé au mépris de leur engagement de loyauté et de « neutralité politique », mais il s'agissait d'un rassemblement après le travail, pas d'une grève.

Le 5 août, moins de 10 000 personnes ont cessé le travail dans un large éventail d'entreprises, incluant des fonctionnaires, des chauffeurs de bus, des serveurs de café et des pilotes de ligne. Quelques dizaines ont même débrayé à Hong Kong Disneyland (qui emploie 7 000 salariés).

Les perturbations les plus importantes ont été enregistrées à l'aéroport, où plus de 200 vols ont été annulés, ce qui est important, mais il faut avoir à l'esprit que cet aéroport voit régulièrement plus de 1 000 vols par jour. Les trois principales compagnies aériennes de passagers opérant à partir de l'aéroport international de Hong Kong sont Cathay Pacific, Hong Kong Airlines et Cathay Dragon. Elles ont dû procéder respectivement à 140, 37 et 23 annulations de vols. Plus de 400 employés de HK Airlines ont officiellement rejoint la grève¹⁴, sur 4 000 salariés. L'effet de la grève a été renforcé par l'absentéisme d'un grand nombre de contrôleurs de la circulation aérienne qui se sont portés malades¹⁵.

Les 2 et 3 septembre, environ 40 000 travailleurs, étudiants et lycéens ont défilé à l'appel de la *Hongkong Confederation of Trade Unions*¹⁶ et du *Civil Human Rights Front*¹⁷. La majorité d'entre eux se sont joints aux actions avant ou après le travail, beaucoup profitant de leurs congés pour être présents dans la rue.

Le 25 octobre, ce sont des centaines de salariés qui se sont regroupés pour marcher depuis huit stations de métro jusqu'à leurs lieux de travail, une forme symbolique d'action loin d'avoir la force d'une grève.

Le 26 octobre, des salariés de la santé ont protesté pacifiquement, pour dénoncer l'arrestation par la police de patients dans les hôpitaux.

Le 11 novembre, à la suite de la blessure d'un jeune manifestant par les tirs d'un policier et à l'attaque par la police des universités, des milliers d'employés de bureau sont descendus pour manifester dans la rue lors de leur pause déjeuner, répétant l'opération plusieurs jours de suite. Le

¹¹ « *Unauthorised emails, WhatsApp messages doing the rounds of the Big Four accounting firms urge staff to join Hong Kong strike* », *South China Morning Post*, 2 août 2019.

¹² « *I said empty your mind ! Be formless,... shapeless,... like water ! Now water can flow ! Or water can crush ! Be like water my friend !...* »

¹³ « *Hong Kong bankers join call for citywide strike over handling of outcry over extradition bill* », *South China Morning Post*, 1 août 2019.

¹⁴ Ibid.

¹⁵ « *Hundreds of flights cancelled leaving travellers facing chaos as citywide strike action hits Hong Kong International Airport* », *SCMP*, 5 août 2019.

¹⁶ Ce syndicat, fondé en juillet 1990, regroupe 61 syndicats de branche et affiche 170 000 membres environ, est indépendant du gouvernement.

¹⁷ Voir : https://en.wikipedia.org/wiki/Civil_Human_Rights_Front

caractère pacifique et symbolique de ces actes de solidarité jamais suivis de grèves ne les a pas empêchés de se faire gazer et rudoyer par les flics

L'emprise des idéologies nationalistes, unanimistes, électoralistes et capitalistes, enferme le mouvement dans une dynamique de défaite

La jeunesse contre l'État chinois

Après *Occupy Central*, en 2014, le gouvernement hongkongais avait lancé une campagne pour gagner le cœur de la jeunesse à l'occasion du vingtième anniversaire de la rétrocession. La RPC invitait alors des jeunes à visiter la Mère-Patrie, tous frais payés, dans les meilleures conditions. Une entreprise de propagande qui est restée sans effets.

Selon un sondage organisé par l'université de Hong Kong¹⁸, le nombre de Hongkongais s'identifiant comme Chinois est tombé au plus bas depuis 1997. Des 1 015 personnes ayant répondu au sondage entre le 17 et le 20 juillet 2019, 53 % se voyaient comme Hongkongais, 11 % comme Chinois, 12 % Chinois de Hong Kong et 23 % Hongkongais en Chine. À la question « *êtes-vous fiers d'être de nationalité chinoise ?* », 71 % répondaient « *non* ». Une proportion qui atteignait 90 % parmi les jeunes de 18 à 29 ans.

En visite au Népal, le 13 octobre, le président Xi s'est fait menaçant : « *quiconque tente de séparer la Chine d'une quelconque partie de son territoire finira le corps en bouillie et les os en miettes. Et toute force extérieure soutenant ces tentatives de diviser la Chine sera considérée par le peuple chinois comme chimérique* »¹⁹. Tibétains, Ouïghours et Hongkongais étaient directement visés.

Le nationalisme hongkongais antichinois, une fausse réponse au nationalisme chinois

En août, ProgressUST, une page Facebook associée à un groupe d'étudiants de la *Hong Kong University of Science and Technology*, postait un message demandant le rapatriement de tous les Chinois de Chine continentale, la révocation des permis d'activité des entreprises chinoises et la construction d'un mur physique pour séparer Hong Kong et la Chine. Ce message haineux a depuis été effacé. Cette opinion extrême, certes minoritaire, est la conséquence d'une tendance au repli sur soi constaté par Pun Ngai²⁰ : « *Comment peut-on changer Hong Kong sans changer la Chine ? Sur les plans économique, politique, tout est interconnecté.* » Elle rappelle que lorsqu'elle était étudiante, son activité politique, avec ses camarades, était enracinée dans les quartiers les plus proches de la Chine et ouverte sur le reste du monde²¹.

Les cibles d'attaque les plus courantes sont les commissariats de police et les stations de métro du MTR. À ceux-là s'ajoutent des cibles économiques « chinoises » visées par les manifestants les plus excités : des magasins appartenant à de grands groupes de Chine continentale (Huawei, Xiaomi, Lenovo), les agences des grandes banques chinoises, la librairie Chung Hwa, contrôlée par une filiale de l'Office de liaison du gouvernement central, et des entreprises ayant pris position contre le mouvement. Parmi ces dernières, on compte les chaînes de cafés et de restauration rapide Maxim's (franchisée de Starbucks) et Best Mart 360.

L'hostilité vis-à-vis des Chinois de Chine continentale est attribuée par les nationalistes aux prix élevés du logement dont les Chinois du continent seraient les responsables, aux touristes continentaux accusés de « se comporter mal » et à leur identification avec l'État central. Un beau cocktail de racisme ordinaire.

¹⁸ Source : *Public Opinion Program, University of Hong Kong in SCMP*, 24 novembre 2019.

¹⁹ Source : *SCMP* du 13 octobre 2019, in : <https://www.scmp.com/news/hong-kong/politics/article/3032741/chinese-president-xi-jinping-warns-anyone-trying-split-any>

²⁰ Une enseignante en sociologie de l'université de Hong Kong, déjà active dans les luttes en 1989, qui étudie les luttes de classes en Chine.

²¹ Source : *Financial Times* du 17 octobre 2019, in : <https://www.ft.com/content/e640aca8-eedb-11e9-bfa4-b25f11f42901>.

Même si tous les tenants de la rébellion ne sont pas nationalistes (la revendication de l'indépendance de Hong Kong est largement minoritaire²²), ces derniers sont hégémoniques dans le mouvement. Le nationalisme actuel est une forme extrême de proto-identité apparue dans les années 1950. Il s'est durci en réaction à la volonté d'homogénéisation culturelle (domination Han) prônée par Xi Jinping et à l'apparente impossibilité d'une transformation démocratique libérale bourgeoise de la Chine.

Le succès de l'hymne patriotique *Glory to Hong Kong*, chanté lors des manifestations de toutes sortes, ainsi que des drapeaux américains ou britanniques (voire des vieilles oriflammes coloniales), sont le signe d'une involution réactionnaire du mouvement. Ceux qui les brandissent espèrent obtenir l'appui de pays impérialistes extérieurs, oubliant que pour Trump, Hong Kong fait bien partie de la Chine et que ce qui s'y déroule est un problème intérieur.

Des militants ont essayé d'étendre le mouvement à la Chine continentale. Ils ont distribué des tracts aux postes-frontières (côté Hong Kong) aux travailleurs frontaliers, en appelant à des grèves. Sans aucun résultat. De même en direction de touristes chinois visitant Hong Kong²³.

Cinq revendications pour le libéralisme politique

Au retrait de la loi sur les extraditions, au fil du mouvement, ont été ajoutées quatre autres revendications :

- que les manifestants ne soient plus considérés comme des émeutiers (un qualificatif qui, formellement, correspond à un crime passible de 10 ans de prison),
- que soit accordée l'amnistie aux manifestants arrêtés,
- que soit créée une commission indépendante d'enquête sur les violences policières,
- que les élections du Conseil législatif et du chef de l'exécutif se tiennent désormais au suffrage universel.

Après l'annonce de l'annulation de la loi concernant les extraditions, le mouvement a continué avec le slogan : « *cinq revendications, pas une de moins* ».

Prises telles quelles, ces revendications visent le renforcement de la dictature du capital par l'élargissement de la base sociale du régime, via l'introduction de mécanismes démocratiques libéraux. Et ce en dépit de la conscience que les participants à la rébellion en ont. Or, comme on verra plus loin, le Parti-État n'est pas loin d'aménager le statut de Hong Kong (« *Un pays; deux systèmes* ») et sa constitution formelle afin de donner davantage de voix à la société civile du capital de ce territoire. Le déroulement des dernières élections municipales, du 24 novembre dernier, en est un premier exemple.

« *Quand des amis nous demandent pourquoi le discours et la rhétorique "anticapitalistes" semblent si étranges aux habitants de Hong Kong, nous devons répondre que c'est une question de contexte social et de circonstances. Pour les Hongkongais, le capitalisme représente l'esprit d'entreprise, l'initiative et l'autonomie, qu'ils opposent au népotisme corrompu du Parti et aux grands magnats et politiciens de Hong Kong qui participent à ces institutions bureaucratiques. Mais au-delà du "capitalisme", on fantasme le caractère sacré de la loi, qui reste l'horizon ultime que la lutte sociale n'a pas encore dépassé* », écrit le *Workers' Group*²⁴.

²² Dans une interview donnée au *SCMP*, en 2017, Joshua Wong évoque un sondage qui ne donnait que 11 % des Hongkongais favorables à l'indépendance. Voir : <https://www.scmp.com/news/hong-kong/politics/article/3034710/newly-appointed-election-official-grills-hong-kong-activist>

²³ Voir : https://www.washingtonpost.com/world/hong-kong-protesters-seek-to-educate-mainland-chinese-about-their-struggle-at-city-train-station/2019/07/07/c720adfe-9ffe-11e9-83e3-45fded8e8d2e_story.html

²⁴ Voir : « *Protests in HK: a talk with the Workers' Group* », déjà cité.

L'unanimité contre la polarisation de classe

« *Le capitalisme c'est de la merde ! Le Parti communiste chinois est capitaliste !* » (Graffiti anarchiste tagué devant des toilettes publiques au centre de Hong Kong.)

Tirant des leçons du mouvement *Occupy Central* qui s'était terminé dans la confusion et les conflits plus ou moins personnels, le mouvement démocratique actuel s'est organisé sans leader apparent. Il s'est également abrité derrière un unanimisme qui interdit toute critique des déclarations et des agissements des autres participants au mouvement. Le maintien d'une unanimité de fait interdit tout débat et donc toute clarification. S'il est nécessaire de maintenir le moral collectif, l'ambiance générale positive masque une aversion pour la différence, la divergence et le conflit qui pourraient permettre de polariser le mouvement sur une ligne de démarcation de classe.

« *Cette atmosphère rend la critique difficile, notamment quand il s'agit de phénomènes vraiment discutables comme le fait d'agiter des drapeaux coloniaux ou américains* », souligne le *Workers' Group* qui estime que, jouant sur la crainte de créer des antagonismes, « *tout au long de la lutte, le principe de tolérance libérale a été instrumentalisé comme jamais il ne l'avait encore été* ».

Cet unanimisme, qui se marie bien avec l'interclassisme, favorise aussi l'expression de fractions racistes antichinoises et hostiles aux travailleurs immigrés, de même que des débordements sexistes contre les policières ou les femmes de policiers... On dirait des Gilets jaunes à la française. « *Ce genre de culture prétend ne marginaliser personne tout en marginalisant tout le monde* », note le *Workers' Group*.

Pour sa part, le militant du *China Labour net*, Au Loong Yu, met en garde contre le « *fétichisme de la spontanéité chez les jeunes militants* ». Beaucoup considèrent simplement l'organisation comme superflue ou nécessairement autoritaire. « *Les luttes sans leader, aussi grandes soient-elles, sont également moins capables d'avoir des délibérations approfondies avant de décider d'actions décisives, et encore moins de lutter contre les provocateurs et les agents des gouvernements de Hong Kong et de Pékin. Mais, pour la première fois depuis des décennies, beaucoup à Hong Kong ont accueilli favorablement la tentative controversée de pénétrer dans le siège du Parlement* »²⁵.

De même, s'appuyer uniquement sur la presse pour contrer la propagande gouvernementale est dangereux. L'État peut toujours restreindre la liberté de la presse. La bienveillance des journalistes, des rédactions et de leurs patrons n'est pas non plus éternellement acquise. Sans compter que l'utilisation systématique des « réseaux sociaux » pour s'organiser représente une régression nette par rapport aux instances classiques de participation directe que sont les assemblées, les comités, les organismes autonomes, les groupes politiques. Comme chacun sait, les dits « réseaux sociaux » sont un formidable instrument de flicage, totalement inadapté et dangereux dans le cadre d'une lutte sérieuse.

La double impasse de l'affrontement violent et de l'électoratisme

L'État a définitivement pris le dessus dans les affrontements

Si, en l'espace de quelques semaines, le mouvement a su dépasser ses limites pacifistes et faire preuve d'une certaine créativité durant ses affrontements avec la police, cela ne pouvait suffire et n'a effectivement pas suffi pour réaliser ses objectifs. Bien au contraire. L'escalade de la violence en l'absence d'élargissement et d'enracinement du mouvement dans les territoires productifs a fini par profiter politiquement à l'exécutif. La rébellion s'est figée dans la spectacularisation de ses actions et l'illusion de force collective qui en a découlé l'a aveuglée face aux manœuvres du pouvoir exécutif pour reprendre la main. Manœuvres qui ont débouché sur le succès de la participation à l'élection municipale... avec la contribution active des partisans de la rébellion.

Sur un plan plus technique, la police de Hong Kong n'a jamais été débordée. Mis à part quelques bavures, le nombre de blessés graves parmi les contestataires reste faible compte tenu de

²⁵Voir : <https://jacobinmag.com/2019/06/hong-kong-extradition-bill-protest-movement>

l'intensité des affrontements et de la durée de la rébellion. La mobilité des groupes rebelles, leur capacité de frapper en plusieurs points de la ville ont été des atouts au début du mouvement. Mais la police s'y est rapidement adaptée.

En novembre, les flics sont passés à l'offensive en entrant dans les universités, qui servaient de base arrière à la rébellion, pour y arrêter des militants. Les occupations d'universités qui ont suivi n'ont fait qu'isoler davantage les rebelles les plus déterminés. Et les assemblées qui s'y sont tenues n'ont pas permis de saisir les enjeux véritables de l'affrontement.

Clement Lai Ka-chi, consultant en sécurité et ancien superintendant de la police de Hong Kong déclare dans le *South China Morning Post* : « *honnêtement, la police a été très indulgente. Ils ont beaucoup d'options, en termes de tactique et d'armes – bien plus que vous ne pouvez imaginer. Mais ils n'ont utilisé que le sommet de l'iceberg de ce qui leur est disponible. Les forces de l'ordre espèrent que la foule va se rendre et éviter des pertes massives.* »²⁶

Le cauchemar de Tian'anmen est présent dans tous les esprits mais l'intervention de l'armée à Hong Kong est loin d'être à l'ordre du jour. Régulièrement confronté à des « incidents de masse » sur le reste de son territoire, l'État chinois a développé des capacités et des techniques de maintien de l'ordre beaucoup plus sophistiquées et efficaces qu'en 1989. Le déploiement en force à Shenzhen de la Police armée du peuple²⁷, un corps rodé aux interventions anti-émeutes, s'explique donc avant tout par la volonté d'exercer une pression psychologique sur le mouvement et, bien sûr, si besoin était, d'intervenir rapidement dans les rues de Hong Kong.

La victoire symbolique des démocrates bourgeois aux élections fait le jeu de l'État chinois

L'élection des conseils de quartier, qui gèrent des questions comme le ramassage des ordures ménagères, l'emplacement des parkings ou les trajets des lignes de bus, ne suscitent habituellement pas l'enthousiasme. Les circonstances particulières de leur tenue, le 24 novembre, ont changé la donne en les transformant en un sondage grandeur nature sur la conduite du gouvernement de Carrie Lam, et plus encore sur celle de l'État chinois.

Il y a d'abord eu une vague massive d'inscriptions aux listes électorales, avant tout de jeunes électeurs. Le total d'inscrits a bondi de 3 121 238 lors des élections des conseils de quartier de 2015, à 4 132 977 dont 386 000 nouveaux inscrits en 2019. La participation au vote a également grimpé nettement, de 47,01 % des inscrits, soit 1 467 229 suffrages exprimés, à 71,23 %, soit 2 943 842 suffrages exprimés.

Les candidats pro-démocratie, présentés par des partis, des groupes locaux ou indépendants, soit une quarantaine de listes, ont largement gagné le scrutin remportant 17 des 18 conseils de quartier, grâce au type de scrutin, uninominal à un tour. Ils ont obtenu 388 sièges sur un total de 452 (ils n'en avaient auparavant que 126). En termes de voix la progression est moins spectaculaire. Les candidats pro-démocratie en ont obtenues 1 673 991, soit 57,34 % du total, contre 40,20 % en 2015. Avec 41,82 % des voix (contre 54,61 % précédemment), les candidats pro-Pékin ont vu le nombre de voix en leur faveur augmenter de moitié, de 788 389 en 2015 à 1 220 999 en 2019, tandis que leurs homologues pro-démocratie l'ont plus que triplé.

Le bloc réactionnaire qui soutient le gouvernement n'a donc pas disparu, il s'est même renforcé, mais ressort minoritaire. La propagande du gouvernement chinois qui parlait d'une « majorité silencieuse » en sa faveur a été contredite dans les urnes. Pour autant, l'existence de cette minorité compacte et nombreuse laisse la porte ouverte à une éventuelle action directe réactionnaire d'une autre envergure que les coups de force ponctuels des supplétifs mafieux en t-shirts blancs.

La participation massive à ces élections autorisées par l'État chinois fait parfaitement son jeu. Il s'agissait pour lui d'ouvrir un canal démocratique à l'expression du mouvement. Et ce en parfaite

²⁶ *South China Morning Post*, du 13 juillet 2019 in : <https://www.scmp.com/news/hong-kong/law-and-crime/article/3018450/hong-kong-police-stay-defensive-while-dealing-radical>

²⁷ Voir : https://fr.wikipedia.org/wiki/Police_arm%C3%A9e_du_peuple

osmose avec le durcissement de la répression dans la rue et les universités. Cette vieille recette de domination ne se dément jamais : appel au vote et répression des rebelles marchent ensemble.

Réagissant aux résultats électoraux, la cheffe de l'exécutif, Carrie Lam, a affirmé qu'elle « *écouterait humblement les opinions des citoyens et y réfléchirait sérieusement* »²⁸. Il faut interpréter cette ouverture comme une volonté de réintégrer cette expression conflictuelle de la société civile du capital au sein des instituts de la démocratie bourgeoise de l'État hongkongais et donc, par extension, de l'État chinois.

Le camp pro-démocratie peut raisonnablement espérer gagner une majorité des sièges au Conseil législatif. Faisant office de parlement unicaméral, une partie de ses membres y est élue par les conseils de quartier. Malgré cela, le camp pro-démocratie n'a aucune chance de peser sur le choix du chef de l'exécutif. Hong Kong « *fait partie de la Chine* » et ce quel que soit le résultat des élections locales, a tenu à rappeler le ministre des Affaires étrangères chinois, Wang Yi.

Quant à l'État chinois, il a marqué un point car il a réussi à ramener la grande majorité des électeurs aux urnes pour un vote dépourvu du moindre intérêt institutionnel. Certes, il aurait préféré que ses candidats l'emportent sans partage. Mais la décision de maintenir l'échéance électorale n'a sûrement pas été prise sur la base de cet espoir. Oui, l'État chinois sort renforcé de cette élection, en dépit du succès relatif des nationalistes pro-occidentaux. L'objectif n'était pas non plus de démobiliser un mouvement de cette endurance et de cette ampleur. Pour détruire ce mouvement, l'État devra adopter une stratégie complexe et graduée dans son exécution. Ce à quoi il s'attelle.

Les conséquences économiques

Le soutien critique des capitalistes hongkongais

« *Mes jeunes amis... Vous avez fait passer votre message avec succès... Je vous exhorte tous à ne pas laisser la ferveur d'aujourd'hui se transformer en regret demain. Je vous appelle sincèrement à retourner auprès de vos familles.* » C'est ce que déclarait Li Ka-shing, l'homme le plus riche de Hong Kong, à la fin du mouvement *Occupy*. De nombreux capitalistes avaient également volé au secours du gouvernement.

Cette fois-ci, pas un seul magnat, pas un seul capitaliste de poids n'est venu au secours de Carrie Lam, même après la montée en puissance de la violence. Un quart des 1 200 membres du comité qui l'a appointée en 2017 représentait les capitalistes locaux. Mais, alors qu'il y a 5 ans, il s'agissait de préserver la stabilité qu'ils jugeaient indispensable à l'accumulation des profits, ils ont craint cette fois-ci que la loi sur les extraditions puisse s'appliquer à eux.

D'autres segments des classes dominantes, des anciens juges, des responsables d'université, des leaders religieux et même politiques qui soutiennent Pékin, ont refusé de prendre parti, osant critiquer la manière dont l'amendement avait été approuvé. Une centaine de hauts-fonctionnaires, un sur sept, avait demandé à Carrie Lam de reporter la promulgation de la loi.

Le 22 juillet, déplorant l'attaque du bureau de liaison de la Chine et les violences de Yuen Long, la Chambre de commerce de Hong Kong s'est jointe pour la première fois à ceux qui demandent le retrait officiel de la loi sur les extraditions et la formation d'une commission d'enquête sur les événements récents.

Le 28 octobre, au cours du séminaire du *London Metal Exchange*, Charles Li, le directeur général du *Hong Kong Stock Exchange* (la Bourse d'actions), regrettait que le fondement de la relation avec la Chine selon le principe « un pays, deux systèmes », était bancale. Façon de rappeler l'exécutif local à l'ordre en confirmant l'autonomie relative de Hong Kong.

La profitabilité du capitalisme hongkongais est écornée par les manifestations...

Fragilisée par le conflit commercial entre la Chine et les États-Unis, l'activité économique

²⁸ Voir : <https://www.bbc.com/news/world-asia-china-50541627>

hongkongaise a marqué un net recul en raison des manifestations qui secouent la ville et perturbent le commerce et le tourisme. Après un repli du PIB de 0,4 % au deuxième trimestre par rapport au premier, le troisième trimestre a enregistré une réduction de 3,2 % d'après les statistiques officielles. Sur un an, la baisse du PIB au troisième trimestre est de 2,9 %, excédant les 1 %, ou moins, prévus par les analystes économiques. Pour les neuf premiers mois, la baisse atteint 0,7 % sur un an, ce qui présage un recul pour l'ensemble de l'année a mis en garde le gouvernement. Les exportations de Hong Kong ont baissé de 7 % sur un an en septembre, alors que les importations reculaient de 10 % a annoncé Paul Chan Mo-po, le secrétaire des Finances de Hong Kong.

Cette baisse s'explique par la part importante du tourisme et du commerce de détail dans l'économie locale. En août et septembre le nombre de touristes a chuté sur un an de 39 %, et en octobre de 43,7 %, retrouvant le niveau de 2003 quand le tourisme était plombé par l'épidémie de SARS. Les taux d'occupation des hôtels sont tombés en conséquence d'un tiers par rapport au niveau de l'année précédente, estime l'agence de notation Standard & Poor's, ce qui entraîne la division par deux de leurs revenus. Un magasin sur dix à Causeway Bay, la zone de vente de détail la plus chère, a été fermé. Touchés également, les centres de conférences, nombreux à Hong Kong, et Hong Kong Disneyland (qui prévoit 135 millions de dollars de manque à gagner au second semestre 2019), ont multiplié les promotions pour limiter les fortes baisses de fréquentation. La compagnie d'aviation Quantas estime quant à elle à 17 millions de dollars son manque à gagner. Swire Pacific, sa maison-mère, attend cette année pour Cathay Pacific des profits en baisse par rapport à l'année précédente. En septembre, le trafic entrant à Hong Kong a chuté de 38 % sur un an. Les profits du conglomerat Swire ont également été affectés par la baisse de chiffres d'affaires des centres commerciaux qu'il possède.

Le commerce de détail a subi de plein fouet les conséquences de l'agitation, auxquelles se sont ajoutées celles de l'affrontement commercial sino-américain. Après une chute de 22,9 % sur un an en août, les ventes de détail ont encore reflué de 18,3 % en septembre. Pour les neuf premiers mois de l'année le recul atteint 7,3 %, entraîné par la baisse de 19,5 % au troisième trimestre, équivalente à celle du troisième trimestre 1998, au plus fort de la crise financière.

Le cas Jardine Matheson

Les conséquences de l'agitation sont visibles sur les résultats des grands groupes capitalistes de Hong Kong. Créée en 1832 à Hong Kong, Jardine Matheson a abandonné le trafic d'opium pour devenir l'une de ses entreprises capitalistes majeures. Jardine a installé son siège aux Bermudes lorsque HK a été rétrocédé à la Chine alors que le groupe est désormais coté à la bourse de Singapour. Ceci ne l'a pas empêché d'investir en Chine.

Immense propriétaire foncier, le groupe détient des hôtels, des centres commerciaux, une concession Mercedes et des franchises comme 7-Eleven. Un tiers de son chiffre d'affaires (42,5 milliards de dollars en 2018, pour 460 000 salariés) provient de ses activités à HK.

Dairy Farm, détenu à 78 % par Jardine, qui contrôle notamment la chaîne de restauration Maxim's, a subi une baisse de son action de plus de 20 % depuis le début des manifestations. La responsable de Maxim's a attiré la colère des protestataires en affirmant son soutien à Pékin et à la police.

Hong Kong Land, la filiale foncière de Jardine, détient 450 000 m² de propriétés à Hong Kong et avait contribué à hauteur de 27 % aux profits du groupe pendant le premier semestre 2019. Le groupe a été obligé de réduire les loyers des magasins de ses centres commerciaux conséquemment à la forte baisse des ventes provoquée par les manifestations. Ses activités dans l'hôtellerie ont également été impactées. Le taux d'occupation de son Mandarin Oriental est tombé en un an de 71 à 49 %. Et pour maintenir ce taux, il a dû réduire ses prix et offrir des petits-déjeuners.

« Les grands conglomerats familiaux, dont Jardines, sont tous sous pression sans aucune visibilité sur la fin de l'agitation », note David Blennerhassett de *Ballingal Investment Advisors*.

... mais la place financière qu'est Hong Kong reste solide

Les banques de Hong Kong étaient les plus rentables du monde. En 2018, leur rentabilité par salarié était supérieure à celle des banques des autres centres financiers internationaux et le double de celle en cours aux États-Unis, selon Citigroup. Sous l'effet combiné de la crise cyclique, de la baisse des taux d'intérêt (le dollar de Hong Kong est indexé sur le dollar US) et de la concurrence des banques en ligne, cette période d'« extra-profitabilité » est terminée, estime Ronit Ghose de

Citigroup²⁹, même si la moitié des profits de HSBC étaient encore réalisés à Hong Kong en début d'année.

Toutefois, d'après le responsable de l'Autorité monétaire, Eddie Yu, il n'y a pas de fuite massive des capitaux et le taux de change du dollar de Hong Kong (protégé par d'importantes réserves de changes) reste stable.

La confiance en Hong Kong en tant que place financière de premier rang a été renforcée par la décision d'Alibaba (concurrent chinois d'Amazon et, comme le groupe américain, présent dans de multiples secteurs) de proposer à l'achat 500 millions de ses actions à la Bourse de Hong Kong. Cette offre secondaire pourrait rapporter 13,9 milliards de dollars, soit l'une des plus importantes en taille jamais réalisées au monde. Daniel Zhang, le directeur exécutif d'Alibaba, indiquait le 15 novembre que « nous continuons de croire dans l'avenir radieux de Hong Kong », qui serait « l'un des plus importants centres financiers ». Une décision qui n'a pu se prendre sans l'accord de l'État chinois : Jack Ma, le fondateur d'Alibaba, est un membre fidèle du PCC. Cette opération répond à la volonté des autorités boursières d'introduire en Chine les grandes sociétés chinoises cotées actuellement à New York ou à Londres.

Seule la lutte de classe peut créer le cadre nécessaire à la pratique anticapitaliste des libertés individuelles et collectives

S'il faut mettre quelque chose en avant, il s'agit de la composition sociale du mouvement. Une composition sociale qui bouleverse, au moins temporairement, des rapports sociaux particulièrement figés. Malgré une société civile du capital très policée où l'ordre et l'autorité restent des valeurs centrales, le déferlement de la jeunesse scolarisée et des jeunes travailleurs sur le devant de la scène politique montre encore une fois qu'il est possible de lutter et que l'établissement d'un rapport de force permet d'obtenir des concessions de l'État. Dans une société très patriarcale où l'oppression des femmes est particulièrement aiguë relativement aux autres pays capitalistes développés, la participation importante des femmes, d'environ 46 %, à un mouvement démocratique bourgeois est un élément encourageant³⁰.

Si le mouvement a su dépasser, très rapidement, un certain nombre des limites rencontrées en 2014, les plus importantes n'ont pas été confrontées et son évolution actuelle se fait sur des bases mêlant démocratie libérale, racisme et nationalisme réactionnaire pro-occidental.

Le mouvement ne pourra se « sauver » par une intensification de la violence, ni par un retour au pacifisme, le recours aux urnes ou les trois réunis. Malgré la bonne volonté d'une très petite minorité de militants révolutionnaires, aucune passerelle n'a pu être mise en place pour toucher les prolétaires de la Chine continentale. Au contraire, la rébellion a dressé des barrières qui n'existaient pas ou peu en 2014. Les conditions d'exploitation se ressemblent des deux côtés de la frontière : semaine de travail longue et salaires bas. Mais il est vrai que le mouvement n'a que faire de la condition prolétarienne.

Au contraire, la distinction petite-nationaliste et l'hostilité, voire la xénophobie, à l'encontre des Chinois continentaux qui lui est sous-jacente, ne peuvent que polluer durablement la lutte des Hongkongais et la transformer en un élément, un instrument parmi d'autres dans la compétition impérialiste globale. La recherche d'une alliance internationale avec d'autres États capitalistes contre l'État capitaliste chinois en espérant briser l'isolement de Hong Kong n'est qu'un fantasme abstrait qui fait fi des intérêts et impératifs géopolitiques des uns et des autres. Comment la prétendue communauté internationale a-t-elle réagi au moment de Tian'anmen ? Comment a-t-elle réagi contre la mise au pas du Tibet³¹ ? Comment réagit-elle actuellement à l'internement de masse des

²⁹ Voir : « Hong Kong Banks, Long Fat and Happy, Confront Leaner Times » *Wall Street Journal*, 27 octobre 2019, in <https://www.wsj.com/articles/hong-kong-banks-long-fat-and-happy-confront-leaner-times-11572174000>

³⁰ Voir *SCMP* du 31 août 2019, in <https://www.scmp.com/week-asia/politics/article/3025146/protest-too-women-forefront-hong-kongs-anti-government-movement>

³¹ Voir la lettre n°28, « Tibet : lutte contre le colonialisme chinois », mai 2008, in <http://mouvement->

Ouïgours ? Qui croit sérieusement que les États-Unis pourraient entrer en guerre contre la Chine pour préserver l'indépendance formelle, limitée à 2047, de Hong Kong ? Et quand bien même, il ne s'agirait alors plus que de changer de maître et non de lutter pour s'affranchir de tous les dominants.

Seul un développement du combat sur le terrain de la lutte des classes, c'est-à-dire l'organisation de grèves et d'autres formes d'action directe pour la défense des intérêts des exploités, peut ouvrir une perspective différente³². Seul l'établissement d'un lien organique de classe avec les prolétaires de Chine, contre l'exploitation et contre l'oppression de l'État chinois, peut briser l'isolement politique de Hong Kong et éviter que la rébellion se mue en son contraire : un affrontement qui finirait par renforcer la domination du capital, de Chine ou d'ailleurs.

Il s'agira alors non plus de mendier des libertés bourgeoises à un quelconque État (hongkongais, chinois, britannique ou américain) mais d'ouvrir des espaces de liberté indépendants du capital et de ses États, des espaces propices à l'expression du pouvoir ouvrier. Ce programme ne pourra se réaliser que de concert avec les prolétaires de Chine continentale. Et, en premier lieu, avec ceux de Shenzhen et de Dongguan qui forment, à quelques kilomètres de Hong Kong, les divisions les plus nombreuses et concentrées au monde de la classe exploitée.

MC/KPK, le 16 décembre 2019

communiste.com/documents/MC/Letters/LTMC0828.pdf

³² Pour comprendre les grèves en Chine, au niveau capillaire, voir « *La Chine en grèves* » de Hao Ren, Zhongjin Li et Eli Friedman. Editions Acratie, 2018, in : <https://editionsacratie.com/la-chine-en-greves-recits-de-resistance-ouvriere-dans-latelier-du-monde-hao-ren-zhongjin-li-et-eli-friedman/>

APPENDICES DOCUMENTAIRES

L'économie de Hong Kong est intégrée au capitalisme chinois et, pour le moment, elle est indispensable à son développement

Lors de la deuxième partie du XX^e siècle, Hong Kong était l'un des quatre *dragons asiatiques* dont le développement accéléré reposait sur les exportations. La situation a changé et la production industrielle de Hong Kong s'est délocalisée vers le Guangdong voisin, en particulier Shenzhen et Dongguan. Aujourd'hui³³, comme le montre le tableau ci-dessous, les secteurs primaire et secondaire ont été réduits à la portion congrue face aux services.

Activité économique	2014	2015	2016	2017	2018
Agriculture, pêche, mines et carrières	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Industrie	1,3	1,1	1,1	1,1	1
Électricité, gaz, eau	1,6	1,5	1,4	1,4	1,3
Construction	4,4	4,6	5,2	5,1	4,5
Services	92,7	92,7	92,2	92,4	93,1
Import/export, commerce de gros/de détail	24,1	22,7	21,7	21,5	21,4
<i>Import/export</i>	19,1	18,1	17,7	17,5	17,2
<i>Commerce de gros/de détail</i>	5	4,6	4,1	4	4,2
Hôtel et restauration	3,6	3,4	3,3	3,3	3,4
Transport, stockage, services postaux	6,2	6,5	6,2	6	5,9
<i>Transport et stockage</i>	5,9	6,1	5,9	5,7	5,5
<i>Services postaux</i>	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Information et communications	3,5	3,5	3,5	3,4	3,4
Finance et assurances	16,7	17,6	17,7	18,8	19,7
Immobilier, services aux entreprises	10,9	10,9	11	10,8	10,4
<i>Immobilier</i>	5	5	5,1	5	4,6
<i>Services aux entreprises</i>	5,9	5,9	5,9	5,8	5,8
Administration publique, services sociaux et à la personne	17,2	17,5	18,1	18,2	18,4
Propriété de biens	10,5	10,6	10,7	10,4	10,5
PIB	100	100	100	100	100

Pourtant, Hong Kong est essentiel pour l'accumulation du capital en Chine et plus largement dans la région.

Au cours des neuf premiers mois de 2019, les deux tiers des 100 milliards d'investissements étrangers qui ont atteint la Chine ont transité par Hong Kong. En hausse de 8,1 %, ces investissements confirment le rôle de Hong Kong comme principale porte d'entrée capitalistique vers la Chine. Durant les vingt dernières années, les introductions d'actions de sociétés à la Bourse de Hong Kong ont levé davantage de capitaux que ceux levés par Wall Street et les bourses de la Chine continentale sur la même période³⁴.

La Chine achète plus de la moitié des exportations de Hong Kong et assure près de la moitié

³³ Voir : *Census and Statistics Department* in

<https://www.censtatd.gov.hk/hkstat/sub/sp250.jsp?tableID=036&ID=0&productType=8>

³⁴ Voir: https://www.project-syndicate.org/commentary/how-to-end-viol...7d8-750a162d85-106447739&mc_cid=750a162d85&mc_eid=307c3e4c72

de ses importations. Cette intégration dans l'économie du grand voisin est également visible dans le tourisme, les Chinois représentant plus des trois quarts des 65 millions de touristes qui ont visité Hong Kong en 2018, tandis que dans la finance, les entreprises chinoises représentent la moitié des entreprises de la Bourse de Hong Kong et les deux tiers de sa capitalisation.

Hong Kong dispose donc toujours d'avantages conséquents. Soixante-quinze des plus importantes banques du monde y sont actives et sa place financière est la troisième du monde, derrière New York et Londres. Cinq universités de la ville sont dans le top 100 mondial. Environ 75 millions de passagers transitent chaque année par l'aéroport qui s'agrandit pour pouvoir en recevoir bientôt plus de 100 millions. Surtout, Hong Kong est une place financière ouverte, où il n'y a pas de contrôle des changes, où les marchés en Yuan sont libéralisés et où les informations circulent librement. Un cas unique en Chine.

Cependant il n'est pas à exclure que, sur le long terme, la place centrale qu'occupe Hong Kong dans l'économie mondiale se trouve menacée du fait de ces neuf mois de lutte pour la démocratie libérale bourgeoise. Avec son PIB de 366 milliards de dollars, Shenzhen a déjà rattrapé, voire dépassé Hong Kong. Le PCC a clairement affiché son intention de faire de Shenzhen le principal centre financier de la région de la Rivière des Perles. Avec sa population de 70 millions d'habitants, son PIB de 1 500 milliards de dollars, le delta de la Rivière des Perles est économiquement comparable au Grand Tokyo ou à la métropole new-yorkaise. Hong Kong, Macao, Guangzhou, Dongguan, Shenzhen, Foshan, Zhuhai, Jiangmen et Zhongshan sont les neuf villes autour desquelles doit se concrétiser le projet de développement élaboré par l'État chinois. Selon ce dernier, la réalisation de ce plan d'investissements massifs, d'ici à 2035, pourrait concurrencer la *Silicon Valley* dans la haute technologie et la finance.

Pour y parvenir, les experts estiment toutefois qu'il faudra que l'ensemble de la province, et pas seulement Hong Kong, dispose d'un niveau d'imposition relativement bas, de la libre convertibilité de la monnaie locale, de nombreux services annexes de qualité (comptables, juristes...) et, par-dessus tout, de l'indépendance du système judiciaire propre à un « État de droit ». Un système judiciaire sous influence est en effet source d'insécurité pour les détenteurs de capitaux qui subissent par ailleurs une situation marquée par un niveau élevé de corruption. À Shenzhen comme à Shanghai, les grandes places financières chinoises sont étroitement contrôlées par le PCC, ce qui inhibe l'afflux de capitaux venus de l'étranger³⁵.

Salaires trop bas, longue durée hebdomadaire du travail, logements trop chers, coût de la vie trop élevé

Le revers de la médaille du succès capitaliste de Hong Kong, ce sont les conditions de vie et de travail des prolétaires locaux. Les inégalités y sont particulièrement importantes en dépit d'une faible pression fiscale. Hong Kong est le pays développé qui a l'indice Gini (mesure du niveau d'inégalité) le plus élevé (0,54 contre 0,41 aux USA). Quelque 20 % de la population vit sous le seuil de pauvreté alors que le chômage ne dépasse pas les 3 %. Les écarts de revenus entre les plus riches et les plus pauvres sont au plus haut depuis 50 ans. Le salaire minimum horaire est de 4,82 dollars. Il a été augmenté en mai, toutefois, la commission nommée par le gouvernement pour gérer cette question, envisage de le geler en raison des problèmes créés dans certains secteurs par l'agitation actuelle. Sans surprise, l'économie de Hong Kong est considérée comme l'une des plus compétitives par la dernière étude du *World Economic Forum* qui lui applique également une mauvaise note sur la protection des travailleurs qui subissent l'une des semaines de travail les plus longues du monde³⁶. Pourtant, le PIB par habitant calculé en pouvoir d'achat, était, en 2017, de 61 500 dollars, moins qu'en Suisse mais devant les USA.

³⁵ *World Economic Forum* du 22 février 2019, in : <https://www.weforum.org/agenda/2019/02/this-is-china-s-plan-to-eclipse-silicon-valley/>

³⁶ "The Global Competitiveness Report", Klaus Schwab, *World Economic Forum* 2019, in : http://www3.weforum.org/docs/WEF_TheGlobalCompetitivenessReport2019.pdf

Avec 7,5 millions d'habitants pour un peu plus de 1 000 km², dont moins de 5 % de terres agricoles, Hong Kong a une densité 7 fois plus importante que l'Île de France. Les loyers sont plus élevés à Hong Kong qu'à New York, Londres ou San Francisco pour des appartements moitié plus petits. Les salaires n'ont pas suivi la hausse des loyers qui se sont appréciés d'un quart en 6 ans. Le prix médian d'un logement représentait, en 2018, 20,9 fois le revenu brut moyen d'un ménage selon l'*Annual Demographia International Housing*³⁷. Le salaire moyen mensuel est de 19 100 dollars de Hong Kong pour un homme et de 14 700 pour une femme. Ce qu'il faut rapprocher d'un loyer moyen mensuel de 16 551 dollars de Hong Kong en centre-ville.

L'emploi des femmes

Si le taux d'emploi des femmes a grimpé de 45,1 %, en 1997, à 50,8 % actuellement, il est bien inférieur à celui des pays modernes. Sont responsables, le manque de places en crèche et le prix élevé des gardes d'enfants, sans oublier les longues journées de travail. Mais la tradition sexiste joue également un grand rôle. Près de 80 % des femmes mariées travaillent si elles n'ont pas d'enfants mais il est considéré normal qu'elles s'arrêtent dès qu'elles en ont un. Les entreprises ont également pour habitude de se débarrasser des femmes lorsqu'elles sont enceintes.

Pas moins de 210 000 habitants vivent dans des appartements subdivisés, ce qui est illégal, et 250 000 attendent d'obtenir un logement social, un nombre limité par le fait que le revenu maximum pour y avoir droit est de 12 000 dollars par an.

« De nombreux jeunes ne voient guère d'issue économiquement et politiquement et c'est bien la base de leur désespoir et de leur colère contre le statu quo », explique Ho-fung Hung, un professeur d'économie politique de l'Université Johns Hopkins³⁸.

Les difficultés pour se loger, prix du logement et montant des loyers, sont telles que les partis politiques prochinois sont intervenus pour tenter de trouver des solutions: rénovation des immeubles HLM anciens, obligation de vendre des terrains non bâtis pour les propriétaires. Un *Think Tank* propose de son côté des prêts à taux zéro pour les primo-accédants et la privatisation des sociétés HLM. Ces mesures permettraient de réduire les considérables écarts de richesses à Hong Kong.

Toutefois, de nombreux jeunes ne sont guère enthousiastes à l'idée de s'endetter pour 40 ans et de passer leurs vies à rembourser les promoteurs immobiliers.

La presse officielle, tant à Hong Kong qu'en RPC, martèle que la question du logement est à l'origine de la situation tendue de Hong Kong. Des sources officielles de Pékin n'ont pas hésité à pointer Li Ka Shing, et sa famille, la première fortune de Hong Kong, comme étant responsables de l'envol des prix des loyers et des appartements en raison de la spéculation foncière. Le 13 septembre, l'agence de presse étatique Xinhua, le *Quotidien du Peuple* contrôlé par le PCC et le tabloïd Global Times dénonçaient de concert les logements inabordables comme étant à l'origine du mécontentement et des manifestations à Hong Kong.

Un graffiti sur un immeuble de la résidence de Wong Tai Si à Kowloon résume la situation : « 7 000 (dollars Hong Kong, soit 900 dollars) pour un appartement de la taille d'une cellule, et vous croyez vraiment que l'on a peur d'aller en prison ? ». Un autre graffiti à Central : « 1 530 dollars pour 11m² et vous pensez que ça va ? ». Les prix des locations se sont envolés, 60 m² à South Horizons viennent d'être loués pour 3 355 dollars par mois, largement au-dessus du salaire médian, 2 425 dollars³⁹.

Selon le SCMP⁴⁰, les raisons du mouvement sont le manque d'aide pour les plus pauvres, la pauvreté des soins médicaux, un système éducatif éprouvant, le nombre de visiteurs de Chine, les difficultés à monter dans l'échelle sociale et un sentiment grandissant des dangers qui menacent les

³⁷ « 15th Demographia International Housing Affordability Survey » in : <http://www.demographia.com/>

³⁸ In : <https://www.versobooks.com/blogs/4413-hong-kong-s-resistance>

³⁹ Enquête du SCMP du 25 septembre 2019.

⁴⁰ Ibidem.

libertés de Hong Kong. Certains dénoncent également les inégalités de revenus, les limitations des droits à contester, la pauvreté des infrastructures. Tous soulignent également le manque de démocratie avec des élections où l'on ne peut se présenter qu'avec l'aval de Pékin.

L'identité « hongkongaise » et l'apparente nostalgie de la domination britannique

Aussi spectaculaire qu'inquiétante, l'apparition de drapeaux⁴¹ de l'époque coloniale britannique n'a rien de nouveau. Ils ont été brandis depuis des années au grand dam des autorités chinoises, et pas seulement par les « localistes » (les partisans de l'indépendance avec une attitude quasi raciste envers les touristes de la Chine de l'intérieur). Lorsque le gouvernement chinois a été officiellement rétabli à Hong Kong, en 1997, ce que signifiait dans la pratique l'expression « un pays, deux systèmes » était très clair : la poursuite du système de gouvernance développé par le colonialisme britannique à Hong Kong. Les institutions – la police, les tribunaux, le système scolaire, ainsi que le Conseil législatif et le Conseil exécutif, tous deux créés en 1843⁴² – n'ont pas changé. Seule différence, le gouverneur s'appelle désormais chef de l'exécutif et il est recruté localement. Le numéro deux est toujours le secrétaire en chef, mais il avait perdu le titre de secrétaire colonial en 1972.

Ce que nous voyons n'est pas tant une identification au colonialisme britannique que l'expression d'une identité proto-nationale de Hong Kong qui a débuté sous la domination britannique. Presque personne ne s'identifie vraiment à la domination britannique d'avant la Seconde Guerre mondiale, un système fondé sur la discrimination raciale, des conditions de travail effroyables et un système de police qui suppose que tous les « indigènes » sont des criminels (même les riches). Comme d'autres formes d'identité nationale, la variété hongkongaise a vu le jour relativement récemment et en opposition à une identité nationale rivale – la variété de nationalisme chinois inventée par le Parti communiste chinois.

Jusqu'à la « Révolution » chinoise de 1949, la frontière entre la Chine continentale et Hong Kong était totalement poreuse. La population de Hong Kong a connu des vagues de migration en provenance de la Chine continentale, généralement provoquées par la guerre civile et à d'autres bouleversements politiques. Il y a eu un flux dans la direction opposée pendant l'occupation japonaise lors de la Seconde Guerre mondiale. Néanmoins, les Chinois ne ressentaient pas le besoin de s'installer définitivement à Hong Kong et il était tout à fait normal de retourner sur le continent, peut-être après avoir pris sa retraite ou gagné assez d'argent pour y vivre confortablement, ou parce que la situation s'était stabilisée. La situation a radicalement changé en 1949. En 1950, les autorités britanniques ont imposé pour la première fois des restrictions permanentes à l'immigration et le gouvernement chinois a imposé ses propres contrôles aux frontières (pour garder les gens à l'intérieur). De 1946 à 1955, environ un million de Chinois sont venus à Hong Kong. Il s'agit d'un nombre énorme, la population à la fin de 1950 n'était que de 2 millions d'habitants. En 1955, il était de 2,5 millions. Par la suite, les migrations ont presque cessé. Dans le même temps, les autorités britanniques commençaient à investir davantage dans la reproduction de la force de travail, en fournissant un certain nombre de logements (plutôt que de permettre à des dizaines de milliers d'immigrants récents de vivre dans des bidonvilles sans eau ni électricité) et en améliorant leur éducation. Une identité « hongkongaise » spécifique a commencé à émerger, mais les troubles maoïstes de 1967, décrits, par les autorités britanniques, comme les « émeutes de gauche » ou la « confrontation », lui ont donné une impulsion massive.

Il faut souligner ici que les grèves et autres formes de lutte – manifestations, bagarres avec la police, poses de bombes – n'avaient presque aucun rapport avec le niveau réel de militantisme ouvrier. Ils étaient presque entièrement la conséquence de la Révolution culturelle en Chine (qui a atteint son point culminant et le plus chaotique en 1967). La révolution culturelle n'a pas seulement causé des perturbations et des horreurs indicibles dans la vie quotidienne des travailleurs, des paysans

⁴¹ Le drapeau est très identifiable – l'*Union Jack* dans le coin gauche haut et un blason comprenant un lion et un dragon. Il n'a été adopté qu'en 1959 comme drapeau de Hong Kong.

⁴² Voir : « *A Concise History of Hong Kong* », John M. Carroll, Rowman & Littlefield, 2007.

et des classes moyennes instruites, elle a aussi paralysé le fonctionnement de l'État lui-même⁴³. Pendant la majeure partie de 1967, la Chine n'avait tout simplement pas de politique étrangère cohérente, et des éléments « radicaux » en Chine ont poussé à une invasion de Hong Kong, aussi irrationnelle que cela puisse paraître d'un point de vue économique. Selon la section économique de l'ambassade des États-Unis à Hong Kong, à l'époque, les entreprises chinoises fournissaient à Pékin 500 millions de dollars en devises fortes, chaque année, environ 4 milliards de dollars au taux de change actuel, une somme considérable pour un pays pauvre comme la Chine des années 60. Le statut du dollar de Hong Kong en tant que monnaie mondiale (rattachée à la livre sterling puis au dollar américain après 1972) et les marchés des changes peu réglementés de Hong Kong ont facilité le transfert des fonds nécessaires au commerce extérieur de la Chine⁴⁴.

La Fédération syndicale pro-Pékin (FTU) – qui existe toujours aujourd'hui – n'avait jamais été « militante » entre 1950 et 1967, reflétant la volonté chinoise de ne pas perturber l'économie de Hong Kong. La FTU était en rivalité permanente avec le Conseil syndical pro-Taïwan (TUC)⁴⁵. Le niveau des grèves était faible et la « propension à la grève » (jours de grève pour 1 000 travailleurs) était en baisse⁴⁶. Le dernier grand cycle politique prolétarien, de la fin des années 1960 à la fin des années 1970, a affecté Hong Kong, mais pas dans la sphère de la lutte ouvrière. Contrairement aux pays industrialisés, il n'y a pas eu de reprise des luttes à Hong Kong, où le cycle ne s'est guère exprimé hors de la contre-culture et du militantisme de gauche libertaire⁴⁷. Les manifestations et émeutes maoïstes n'avaient rien à voir avec un « Mai 68 Hongkongais ». Les troubles ont commencé par de véritables luttes ouvrières, quoique très limitées, au début du mois de mai. Les travailleurs de la Hong Kong Artificial Flower Works à San Po Kong (Kowloon) se sont opposés aux nouvelles conditions imposées par la direction, provoquant une grève et un lock-out. Presque simultanément, il y a eu un conflit à la Green Island Cement Company⁴⁸. Comme à l'accoutumée, les travailleurs ont manifesté dans la rue et se sont affrontés avec les flics, ce qui a entraîné des arrestations. Mais ce n'était pas un conflit « normal » : certains des hommes arrêtés à San Po Kong brandissaient des copies du petit livre rouge de Mao et criaient des slogans du PCC. Des *dazibaos* sont apparus, dénonçant les autorités britanniques. Les journaux pro-Pékin de Hong Kong (la plupart ont été autorisés à fonctionner par les autorités britanniques tout au long des troubles) ont exprimé leur soutien aux grévistes et, dans les jours qui ont suivi, de violentes manifestations ont eu lieu à travers Kowloon, puis sur l'île de Hong Kong.

La FTU a créé une organisation pour coordonner la « lutte ». Douze groupes « de gauche » se sont réunis le 12 mai pour créer le Comité de lutte interentreprises, puis le Comité de lutte central qui prétendait représenter 126 « comités de lutte » locaux... Tout en laissant à l'agence de presse Xinhua (Nouvelle Chine) et à la Bank of China le pouvoir réel d'organiser des grèves et manifestations. Les actions des maoïstes étaient parfois absurdement théâtrales... Des haut-parleurs sur le toit de la Banque de Chine diffusaient des slogans maoïstes et dénoncé le gouverneur britannique. En réponse, les autorités britanniques ont installé des haut-parleurs diffusant des opéras cantonais, du jazz et les Beatles. Les émeutiers maoïstes venaient parfois munis de bandages tachés d'encre rouge, à mettre dès que la police anti-émeute tentait de dégager les rues.

Il y a eu une « grève combinée » pour fermer l'administration locale et restreindre les approvisionnements en nourriture qui a échoué, et plus tard une « grève générale ». L'agence de presse Xinhua a prétendu que 500 000 travailleurs étaient en grève, mais c'était une exagération folle.

⁴³ Voir : « *The Cultural Revolution – a People's History, 1962-1976* », Frank Dikötter, Bloomsbury Press, 2017.

⁴⁴ Voir : « *Hong Kong on the Brink* » Syd Goldsmith, 2017, Blacksmith Books, Hong Kong. C'est le compte-rendu des événements du point de vue d'un diplomate américain résidant à Hong Kong.

⁴⁵ Voir l'article : « *A Social History of Industrial Strikes and the Labour Movement in Hong Kong, 1946-1989* », Benjamin Leung and Stephen Chiu, Social Sciences Research Centre, University of Hong Kong, 1991.

⁴⁶ Ibid.

⁴⁷ Voir libcom pour un descriptive de l'histoire du groupe anarcho-communiste « Minus » dans les années 1970, in <https://libcom.org/history/some-editions-minus-magazine-hong-kong-1970s-0>

⁴⁸ Voir : « *Hong Kong on the Brink* » and « *A Social History of Industrial Strikes...* »

Fin juin, les grèves s'essoufflaient. Le dernier effort à grande échelle lancé par les comités de lutte a été une « suspension du commerce » de quatre jours à partir du 29 juin, mais elle n'a pas reçu le soutien nécessaire. Deux caractéristiques principales de ces « grèves » sont à souligner : l'absence totale d'auto-activité des travailleurs (d'où la facilité avec laquelle les patrons pouvaient intimider les travailleurs pour qu'ils retournent au travail) ; il n'y avait pas de revendications économiques pendant la « grève générale » !

La révolution culturelle n'avait plus qu'une carte à jouer : la violence aveugle. Le 8 juillet, quelque 300 « manifestants » prenaient d'assaut le poste frontière de la police dans le petit village de pêcheurs de Sha Tau Kok et tirent à la mitrailleuse, tuant cinq policiers du côté britannique. L'incident a ravivé l'enthousiasme des militants maoïstes, mais un couvre-feu a été imposé et la police a commencé à perquisitionner les centres d'activités maoïstes suspects. Les maoïstes ont riposté en lançant une série d'attentats à la bombe contre des postes de police et des bâtiments gouvernementaux. Fin juillet, des milliers de bombes, dont un grand nombre de fausses, avaient été posées dans des lieux publics. L'une enveloppée comme un cadeau, a tué deux enfants. L'opinion publique y compris la plupart des travailleurs, se tourna résolument contre les maoïstes, et commença à soutenir les autorités coloniales dans le rétablissement de l'ordre. Il ne fait aucun doute que la propagande maoïste a été rendue encore moins efficace par l'apparition de cadavres flottant dans les eaux de Hong Kong depuis la rivière des Perles. Le régime maoïste n'était pas seulement manifestement brutal, c'était aussi un régime qu'environ la moitié de la population locale avait fui. La « lutte » a pris fin en décembre 1967 lorsque Pékin a changé de ligne politique à mesure que Zhou Enlai reprenait le contrôle de la politique étrangère. Une fois de plus, Pékin était heureux que Hong Kong reste britannique.

Les autorités ont alors pris conscience de la nécessité d'accélérer les réformes sociales. Même si les travailleurs n'avaient pas fait preuve de la moindre initiative autonome, ils s'étaient montrés trop vulnérables à l'agitation, une agitation liée à des conditions sociales misérables. Au Parlement britannique, le gouvernement travailliste a proposé « une action urgente dans le domaine de la réforme sociale et du travail ». Il s'agissait de renforcer le Département du travail du gouvernement de Hong Kong et d'adopter des lois améliorant la protection des travailleurs, ce qui se traduira au cours des années suivantes par des congés maternité, des congés payés, des indemnités de maladie, des indemnités de licenciement... Puis l'enseignement primaire gratuit et obligatoire en 1971, et l'enseignement secondaire en 1978. En outre, l'aide sociale, les transports et le logement social se sont développés. Le processus de réforme s'est accéléré sous le nouveau gouverneur MacLehose (nommé en novembre 1971). En 1983, plus de 40 % de la population de Hong Kong vivait dans des logements gouvernementaux, principalement des importants complexes d'immeubles de grande hauteur. De nouvelles villes, sur le modèle britannique, ont également commencé à être construites dans les nouveaux territoires. La lutte contre la corruption dans la fonction publique et la police a été menée avec sérieux et un net succès⁴⁹.

Les chiffres des dépenses sociales parlent d'eux-mêmes. En 1970-1971, elles s'élevaient à 40 millions de dollars HK, plus de 2,5 milliards de dollars HK en 1986-1987 et plus de 15 milliards de dollars HK en 1996-1997. En outre, une « troisième force » est apparue dans les syndicats... Un syndicalisme chrétien analogue à la tradition ouvrière catholique en Europe (mais il était surtout protestant)⁵⁰. La gouvernance de Hong Kong est entrée dans une nouvelle ère – essentiellement sociale-démocrate – qui s'est poursuivie jusqu'à la rétrocession à la Chine, et même à nos jours. Hong Kong n'a jamais été un véritable État-providence au sens européen du terme, mais, ce qui est significatif, c'est qu'il l'a été davantage que la Chine continentale. Et la social-démocratie a joué un rôle crucial dans la création d'identités nationales modernes et même d'identités pas tout à fait nationales, comme à Hong Kong.

⁴⁹ La nature comique de la police dans les années 1960 est décrite en détail dans le chapitre 3 de « *Hong Kong Police: inside the lines.* »

⁵⁰ Voir : « *A Social History of Industrial Strikes and the Labour Movement in Hong Kong, 1946-1989* »